## L’envolée des prix des carburants, c’est une crise sociale profonde qui perdure, une « France qui craque » face à l'impasse de la vie chère.

## Mais c’est aussi l’envolée des profits colossaux de Total Energie et des multinationales de l’énergie.

**Le CNAFAL (confédération ACLC) réitère ses demandes face à la détresse sociale et économique des ménages. Ce gouvernement doit appliquer la Loi, rien que la Loi en « crise économique » par un blocage des prix des carburants à la pompe.**

**La loi phare du libéralisme économique en 1986 (gouvernement libéral de Jacques CHIRAC) s’impose dans le domaine de la « liberté des prix et de la concurrence** », mais **en cas de situation économique de crise, de situation manifestement anormale du marché, etc…, un gouvernement peut réguler l’économie.**

**L’article L. 410-2 du Code de commerce est un des régulateurs économiques législatifs. Il permet de bloquer des prix excessifs et réguler les prix acceptables au bénéfice des consommateurs et des familles, pour une durée maximale de 6 mois sur des produits de consommation**.

Le Gouvernement peut, notamment, par un décret en Conseil d’Etat, réguler les prix, contre des hausses ou des baisses excessives de prix, etc…Tel était le cas : Ministère de Michel Rocard en 1990 pour les carburants et Emmanuel Macron en 2020, pour le prix des masques et des gels hydro-alcooliques (COVID-19).

**C’est donc possible ! Le CNAFAL s’était déjà manifesté, dès juillet 2011, pour un blocage des prix des carburants en faveur du pouvoir d’achat des familles, mais également en 2022, lors de la guerre en Ukraine.**

**Ce gouvernement doit entendre les voix de la crise sociale et économique et protéger les familles !**

**A moins de six mois de l'élection présidentielle de 2027**, le politologue et directeur du département Opinion de l'IFOP, Jérôme Fourquet alerte sur une crise sociale profonde caractérisée par la formule d'une « France qui craque » face à l'impasse de la vie chère.



Conseil National des Associations Familiales Laïques
53 rue Riquet – 75019 PARIS
Tél. : 01 85 78 25 37 – Messagerie : cnafal@cnafal.org - Site : www.cnafal.org

**Ses analyses de la situation économique et sociale mettent en évidence plusieurs points clés :**

• **Une détresse financière généralisée** : Selon les enquêtes de l'IFOP menées récemment, 54 % des Français déclarent s'en sortir difficilement.

• **Le sentiment de « vies au rabais** » : Il constate que de nombreux ménages ont déjà procédé à tous les arbitrages financiers possibles (notamment sur l'alimentation et le carburant).

**Pour le CNAFAL, le monde rural et périurbain est aussi en souffrance** : Faut-il rappeler que 60% de la population vivent en dehors des métropoles, tandis que l'automobile est dans 80% des cas le moyen de transport privilégié des ménages. L'envolée du carburant à 1,34 euros pour le diesel en 2011 fut tout bonnement insoutenable pour beaucoup de nos concitoyens et aujourd'hui, il affiche entre 2,20 à 2,30 euros le litre...

Le CNAFAL reconnaît que, malgré la réaction tardive du gouvernement, au sujet du carburant, de faibles mesures ont été mises en œuvre pour aider certains salariés et professionnels mais pour une période déterminée. Et en novembre, une mesure de déstockage des réserves stratégiques du diesel pour 3 mois, donne encore toute latitude aux raffineurs et distributeurs de faire « politique » et de fixer les prix du gasoil à la pompe. Le prix est toujours aussi excessif, en moyenne à 2,20 euros le litre.

**Cette absence de régulation économique en temps de crise favorise paradoxalement des profits colossaux qui ne bénéficient qu'aux multinationales. Durant cette crise, Total Energie est un des très grands gagnants à plusieurs titres :**

- Par une stratégie du Groupe, les prix plancher à la pompe sur le diesel sont à un niveau plus bas que ses concurrents, et Total énergie, avec un surcroît de clients a considérablement augmenté son chiffre d'affaires et donc ses profits.

- Cette stratégie de prix plancher bénéficie aussi de la gratitude du gouvernement au détriment de l'intérêt général. Le Groupe Total ne sera pas imposé sur **ses colossaux profits pétroliers nets de 8.3 milliards de dollars**, soit une **hausse de 124 % sur un an.**

**Dans un même temps, Total Energie a perçu de l'Etat, notamment en 2024 (ATTAC) au titre de la politique des aides annuelles directes et indirectes, très favorable aux entreprises et multinationales, au moins 400 millions d'euros**. Un rapport du Sénat affiche plus de 220 milliards d'euros par an pour l'ensemble des entreprises sans aucune contrepartie.

**C'est pourquoi le CNAFAL demande au gouvernement du courage politique pour des efforts partagés. Il propose en urgence :**

**1/Un blocage des prix des carburants à un niveau acceptable et notamment du diesel.**



Conseil National des Associations Familiales Laïques
53 rue Riquet – 75019 PARIS
Tél. : 01 85 78 25 37 – Messagerie : cnafal@cnafal.org - Site : www.cnafal.org

**2/ Une compensation de cette baisse des carburants à la pompe par des prélèvements contraints sur les profits des grands groupes d'énergie** qui bénéficient de la flambée des cours mondiaux. Ces recettes financeraient à la fois un soutien aux ménages et favoriseraient également l'activité économique**.**

**Le CNAFAL alerte sur deux points essentiels :**

**-Le « reste à vivre » des familles diminue considérablement et plonge beaucoup de familles entre choisir du carburant ou de l'alimentation. Il faut que cela cesse !**

**- L'économie doit être au service des hommes et des femmes et non le contraire. L'économie comme la finance doit aussi intégrer les impératifs environnementaux pour préserver le cadre de vie des générations futures.**

M. Patrick BELGHIT
Président

M. Claude RICO
Vice-Président
Responsable du secteur consommation



Conseil National des Associations Familiales Laïques
53 rue Riquet – 75019 PARIS
Tél. : 01 85 78 25 37 – Messagerie : cnafal@cnafal.org - Site : www.cnafal.org